

VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 27 - FÉVRIER 2023



SOMMAIRE

3

EUROPE

*par Titouan BARILLERE, Charlotte NONY et Malo BLUMEL
- correction par Bastien POULIQUEN*

6

MOYEN ORIENT

*par Amandine PRINTZ, Sacha LE DINH et Louis PICOULEAU
- correction par Louis PICOULEAU*

9

AFRIQUE

*par Lola MORAIS, Maxime DUPINET, Arnaud LECHÊNE
- correction par Clémence FROMONT*

12

ASIE

*par Léane MARTIN, Charly HURIER, Rodolphe UGUEN
- correction par Clémence FROMONT*

15

AMÉRIQUES

*par Neary VONG, Élina QUILLET, Paul LALOUX
- correction par Bertille RASCHKE*

18

AEROSPACE & CYBERSECURITY

*par Faustine DORINET
- correction par Jade DELHAYE*

19

ARMEMENT

*par Loris CORNUAULT
- correction par Loéva HUBERT*

RÉDACTRICE EN CHEF ET CORRECTION

Clémence FROMONT et Loéva HUBERT

FIN OFFICIELLE DE L'OPÉRATION SABRE

C'est officiel, la Task Force Sabre a officiellement pris fin ce samedi 17 février 2023 à la suite d'une cérémonie de descente de drapeau avec le Lieutenant-Colonel Louis Lecacheur de l'armée de terre et le Colonel Adam Néré, chef d'état-major de l'armée de terre burkinabaise. Cet événement intervient 3 semaines après que le gouvernement Burkinabais ait demandé aux militaires français de partir. La majeure partie des soldats français a déjà quitté le pays, d'après un communiqué de l'armée burkinabaise. Une équipe de logisticiens sera déployée afin de rapatrier le matériel restant, selon ce même communiqué.

La force Sabre, déployée au Burkina Faso en 2009 et intervenant au Sahel en coopération avec l'opération Serval dans un premier temps, puis Barkane, est une unité du COS, Centre des Opérations Spéciales. C'est un groupe assez réduit d'environ 400 militaires des forces spéciales. Il avait pour objectif principal, l'élimination des grands chefs djihadistes de la région et d'intervenir en cas de prise d'otage ou d'attentat, comme ce fut le cas en 2019 avec la libération de 4 otages au Nord du Burkina-Faso. En 2013, ce sont ces commandos qui furent les premiers aux côtés de l'armée malienne à ralentir l'avancée des djihadistes, avant que Serval ne soit déployée.

Cette annonce intervient alors que la junte burkinabaise, au pouvoir depuis fin septembre 2022, remet de plus en plus en cause la présence française dans le pays. Ce nouvel événement, à la suite du départ de l'opération Barkane du Mali, montre que la France est plus que jamais contestée en Afrique, et cela au profit d'autres acteurs, comme la milice russe Wagner. Des interrogations se posent alors quant à la sécurité de la région du Sahel.

Titouan BARILLERE



RAPPORTS PARLEMENTAIRES RELATIFS AUX STOCKS DE MUNITIONS DE L'ARMÉE FRANÇAISE

Le 15 février, la commission de défense de l'Assemblée nationale a rendu un rapport sur le niveau « préoccupant » des stocks de munitions de l'armée française.

Les députés Vincent Bru (LR) et Julien Rancoule (RN), à l'origine de ce rapport, dénoncent le fait que l'armée française ne dispose pas de la quantité de munitions nécessaire en cas de conflit de haute intensité. « *Sans missile ou sans torpille, un Rafale n'est plus un avion de chasse, une frégate n'est plus un bâtiment de guerre et un sous-marin ne fait plus peser de menace* », indiquent les députés Vincent Bru et Julien Rancoule.

Le temps de fabrique industriel est long et il faudra donc faire appel dans un premier temps aux munitions de nos alliés afin de reconstituer les stocks de lance-roquettes multiples de type « HIMARS » et les munitions de petits calibres. Une autre voie possible est de recourir à la démarche de l'OTAN, qui propose de mutualiser les stocks interalliés. Les décisions politiques des 30 dernières années ont essentiellement doté l'armée de munitions de hautes technologies, dans des volumes échantillonnaires. Les députés préconisent donc dans leur rapport de « *favoriser le panachage des munitions dans la remontée en puissance des stocks en mettant l'accent sur le besoin de masse* ».



Pour pallier ces déficits, les parlementaires préconisent de recentrer les efforts sur l'artillerie et de relocaliser en France la fabrication des munitions. Aujourd'hui, la France produit 10% des semi-conducteurs contre 40% en 1990 tandis que 100% des puces électroniques sont fabriquées en Chine. 10 propositions au total ont été émises visant à préparer la France aux nouvelles formes de conflictualité. L'ensemble du rapport est disponible sur : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/cion_def/116b0865_rapport-information.

Cette étude est à analyser au prisme du contexte de la guerre en Ukraine. En effet, 5000 obus sont tirés chaque jour par les Ukrainiens, questionnant la capacité des occidentaux à soutenir l'effort de guerre. Thomas Gasilloud, député Renaissance et président de la Commission de la Défense, souhaite désormais initier une nouvelle mission parlementaire. Elle aura pour but d'évaluer les répercussions de l'aide militaire française envoyée à l'Ukraine.

Charlotte NONY

LPM 2024-2030 : RÉPONDRE AUX ENJEUX DE DEMAIN

Lors de ses vœux aux armées du 20 Janvier 2023, le Président de la République a présenté les orientations de la future loi de programmation militaire 2024-2030, qui bénéficiera d'un budget historiquement haut. Cette annonce est d'une grande importance puisque la hausse de budget, ainsi que les orientations présentées à cette occasion témoignent du changement de paradigme qui s'opère sur l'échiquier géopolitique international. Le Président de la République souhaite ainsi porter le budget de la Défense à 413 milliards d'euros, tandis que le budget de la précédente LPM n'était que de 295 milliards d'euros. L'augmentation s'étalera donc de 2024 à 2030.

Si la précédente LPM visait surtout à réparer les armées, le projet de nouvelle LPM vise lui à les transformer complètement. Quatre pivots ont été énoncés par le chef de l'État, autour desquels s'articulera cette transformation : le renforcement de la dissuasion nucléaire, la préparation à la haute intensité, la protection des intérêts français dans les espaces communs et le renforcement des partenariats internationaux.

Emmanuel Macron s'est ainsi exprimé : « *Nous devons être en mesure d'agir avec les Européens, à l'intérieur de l'Otan, ou en dehors de l'Alliance, et si nécessaire d'assurer les capacités de commandement qui permettront de mener ensemble une opération d'ampleur* ». À la vue du contexte international, le risque aurait été de voir un projet calqué sur la guerre en Ukraine mais le chef de l'exécutif a rappelé que la France était un pays différent en Europe, grâce à sa dissuasion nucléaire. Ainsi, en examinant les orientations évoquées lors du discours du 20 janvier, il est aisé de comprendre que la France se préoccupe surtout de ses intérêts dans la zone indopacifique, et que la nouvelle LPM aura pour but principal de la préparer à affronter les défis qui se présenteront dans cette zone dans un avenir plus ou moins proche.



Le constat est donc clair, ce projet de LPM est en nette opposition avec les lois précédemment adoptées dans un contexte où la France se focalisait sur des OPEX en milieux maîtrisés et dans des conflits asymétriques où les forces armées françaises occupaient la place du dominant. Il semble désormais que la France tourne cette page de son histoire.

Malo BLUMEL

MOYEN-ORIENT

UN SÉISME TOUCHE LA TURQUIE ET LA SYRIE

Le 6 février 2023, un séisme de magnitude 7.8 sur l'échelle de Richter a touché la Turquie et la Syrie à 1h17 du matin. Une seconde réplique d'une magnitude de 7.5 a frappé les deux pays à 10h24. Le bilan humain et matériel dépasse largement celui du séisme d'août 1999 qui avait fait 17 000 morts. Le nombre de victimes n'est pas clairement connu mais il est aujourd'hui établi à plus de 44 000 morts. Martin Griffiths, chef de l'agence humanitaire des Nations Unies, a déclaré samedi 12 février que ce bilan pourrait être amené au minimum à « doubler ». En effet, la possibilité de retrouver des rescapés sous les décombres diminue jour après jour. De nombreuses familles ont perdu l'espoir de retrouver les leurs vivants. Pour les rescapés de ce tremblement de terre, qualifié comme étant le cinquième plus meurtrier du siècle selon l'Organisation mondiale de la Santé, des camps ont été ouverts et de nombreux appels aux dons ont été publiés par les organisations humanitaires. La communauté internationale s'est également mobilisée. 200 sauveteurs français ont été envoyés sur place et Pékin a promis une aide de 5,9 millions de dollars incluant du matériel médical. En ce qui concerne les dégâts matériels, des premières estimations parlent de plus de 60 milliards de dollars de dégâts uniquement en Turquie.



Le président turc Recep Tayyip Erdogan se retrouve au centre de toutes les critiques. On lui reproche d'avoir laissé la population livrée à elle-même dans certaines zones du pays, notamment dans la ville d'Adiyaman. L'opposition, à quelques mois de l'élection présidentielle, s'engouffre dans la brèche, et accuse le président de faire taire les critiques qui dénoncent la corruption dans le secteur du bâtiment. Le président Erdogan pourrait bien être fragilisé par cette crise et envisage d'ailleurs de repousser les élections présidentielles. Cela serait contraire à la Constitution turque qui prévoit un décalage des élections uniquement en temps de guerre.

Il est beaucoup plus difficile d'avoir accès aux informations du côté de la Syrie car la guerre civile qui dure depuis 2011 empêche les organisations humanitaires et les secours d'accéder à la zone sinistrée. Selon un premier décompte, il y aurait plus de 3 000 morts côté syrien. Néanmoins, l'espoir demeure : des survivants sont encore retrouvés avec pour certains plus de 300 heures d'effroi sous les décombres.

Amandine PRINTZ

MOYEN-ORIENT

AMNISTIES EN IRAN : LA CHERCHEUSE FRANCO-IRANIENNE FARIBA ADELKHAH, LIBÉRÉE

Le 10 février dernier, Fariba Adelkhah fut libérée par les autorités iraniennes. La chercheuse et anthropologue franco-iranienne était alors jusque-là détenue dans la redoutable prison d'Evin, au nord de Téhéran, depuis décembre 2021. Les Gardiens de la révolution, police idéologique iranienne, l'avaient interpellé en juillet 2019 pour « atteinte à l'ordre public » et soupçon d'espionnage. Elle avait alors été condamnée à cinq ans de prison, les motifs invoqués par la justice iranienne ayant été ceux de « propagande contre le système et de complot contre la sûreté nationale » : des accusations qu'elle a toujours niées. Aujourd'hui, si Fariba Adelkhah est sortie de prison, un flou demeure quant à la pleine restitution de ses droits. En effet, il semblerait que la chercheuse n'ait récupéré ni ses papiers d'identité, ni son matériel de recherche, et serait bloquée sur le sol iranien.

Cette libération intervient dans un contexte d'amnistie générale du gouvernement, à l'occasion du 44ème anniversaire du régime. Si, depuis mi-septembre, le pays connaît une série de manifestations très virulentes qui ont suivi la mort de Mahsa Amini, le régime s'était jusque-là montré très ferme dans son rapport avec les opposants politiques. Ce mois de février voit émerger une nouvelle doctrine de la part du régime iranien : celle du pardon. C'est en tout cas ce qu'a invoqué l'ayatollah Ali Khamenei, qui a affirmé « Accepter de grâcier et de réduire la peine d'un nombre important d'accusés en lien avec des incidents récents ou ayant été condamnés dans d'autres affaires ». Ces processus de grâces collectives ne sont pas nouveaux et arrivent ponctuellement sous l'impulsion du Guide suprême lors de grandes fêtes religieuses ou nationales, en accord avec la justice. Sont toutefois exclus de cette amnistie les accusés d'espionnage, de destruction de bâtiments gouvernementaux, les ressortissants étrangers ou binationaux, et les condamnés à mort.

Alors pourquoi F. Adelkhah, binationale franco-iranienne, a-t-elle été libérée ? Faut-il y voir ici une stratégie de prise d'otage des prisonniers occidentaux pour le régime iranien ? Il est cohérent d'envisager des réclamations en retour de la part de l'Iran vers l'Occident : en premier lieu sur des affaires stratégiques, notamment concernant son programme nucléaire ; mais également à propos des prisonniers iraniens détenus en Europe (au nombre de deux, en Belgique et en Suède), dont l'Iran souhaite la libération. L'amnistie de F. Adelkhah servirait donc t-elle de monnaie d'échange pour la République Islamique ?

Quoiqu'il en soit, six autres Français demeurent prisonniers en Iran. Leur libération ne dépendra que de ce que le gouvernement français peut apporter à l'Iran. Or, à ce titre, il est clair que la France n'a en aucun cas envie de répondre aux demandes iraniennes par les canaux de communications officiels, la libération des deux Iraniens détenus en Europe n'étant pas de son ressort.



Sacha LE DINH

MOYEN-ORIENT

LES RELATIONS ENTRE LA CHINE ET L'IRAN DÉPENDANTES DE L'ORDRE INTERNATIONAL

Partenaires politiques et économiques, l'Iran et la Chine sont tous deux des opposants à l'Occident. L'Iran inquiète par son programme nucléaire qui lui vaut déjà des sanctions américaines, et la Chine impressionne par son développement économique et technologique. Dans un contexte fragile en Europe de l'Est, l'Iran et la Chine font face aux pressions quant à leurs positions sur l'intervention armée de la Russie en Ukraine.



En 2021, Pékin avait signé avec Téhéran un vaste accord « stratégique » pour une durée de 25 ans, couvrant les domaines de l'énergie, de la sécurité, des infrastructures, et des communications. Excluant officiellement les secteurs des hydrocarbures et des hautes technologies, composantes phares des deux nations. Les investissements chinois sur cette période prévoiraient 400 milliards de dollars, et cela en échange d'un tarif à prix réduit sur le pétrole iranien. Cependant, depuis les sanctions prises durant le mandat de Donald Trump, les États-Unis, la Russie, la Chine, le Royaume-Uni, l'Allemagne, et la France se sont engagés à réintégrer économiquement et politiquement l'Iran en échange du gel de son programme nucléaire. Durant la visite de quatre jours du numéro deux iranien à Pékin, le président Ebrahim Raïssi, la Chine n'a pas donné de réponse sur son positionnement double : entre politique et économie.

Xi Jinping entend continuer la riche coopération entre les deux pays et affiche sa « solidarité » à l'égard de l'Iran face à la « situation complexe entraînée par les évolutions du monde, de l'époque et de l'histoire ». Pourtant, la Chine n'a pas besoin de l'Iran autant que l'Iran n'a besoin de la Chine. Les intérêts de Pékin pour Téhéran sont équivalents à ceux d'autres pays du Moyen-Orient, concurrents même de l'Iran. De plus, l'implication par l'envoi de drones de combat en Russie par l'Iran joue, dans un contexte de prudence chinoise, un rôle de frein dans les relations économiques. Ainsi, la visite exceptionnelle du président iranien à Pékin expose une relative dépendance économique dans un contexte où l'idée d'un axe Moscou-Téhéran-Pékin devient de moins en moins probable. Prévoyant une visite prochaine à Téhéran, Xi Jinping ne veut exclure l'Iran du débat, à condition que le marché américain lui reste ouvert.

Louis PICOULEAU

AFRIQUE

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES DÉCIDE DE STOPPER SES ACTIVITÉS AU BURKINA FASO À LA SUITE DE LA PERTE DE DEUX MEMBRES DE SON ÉQUIPE

Le Burkina Faso fait face au terrorisme islamiste depuis 2015, qui détruit le pays. Les attaques de ses groupes djihadistes et les répressions violentes ont déplacé des centaines de milliers de personnes. De plus, les Burkinabés affrontent une hausse de la malnutrition et une insécurité constante liées à des violences contre des civils, notamment. Médecins Sans Frontières est donc présent pour aider la population. Entre juillet et décembre 2022, se sont près de 400 000 consultations de santé primaire qui ont été fournies dans tout le pays. Pour autant, dans la matinée du mercredi 8 février 2023, un véhicule de Médecins Sans Frontières transportant une équipe médicale de quatre personnes a été pris pour cible.

Des hommes armés ont tiré sur le véhicule, touchant des membres de l'équipage. Deux hommes sont décédés, Souleymane Ouedraogo âgé de 34 ans et Komon Dioma âgé de 39 ans. Les deux autres personnes dans le véhicule ont réussi à prendre la fuite et ont survécu. Cette attaque a immédiatement été dénoncée par Isabelle Defourny, la présidente de MSF, comme « *une attaque délibérée et intentionnelle* ».

L'ONG a expliqué le 17 février dans un communiqué que l'organisation devait prendre le temps d'analyser les risques auxquels sont exposés leurs équipes et qu'ils suspendaient l'ensemble de leurs activités au Burkina Faso pour une durée indéterminée.

Lola MORAIS

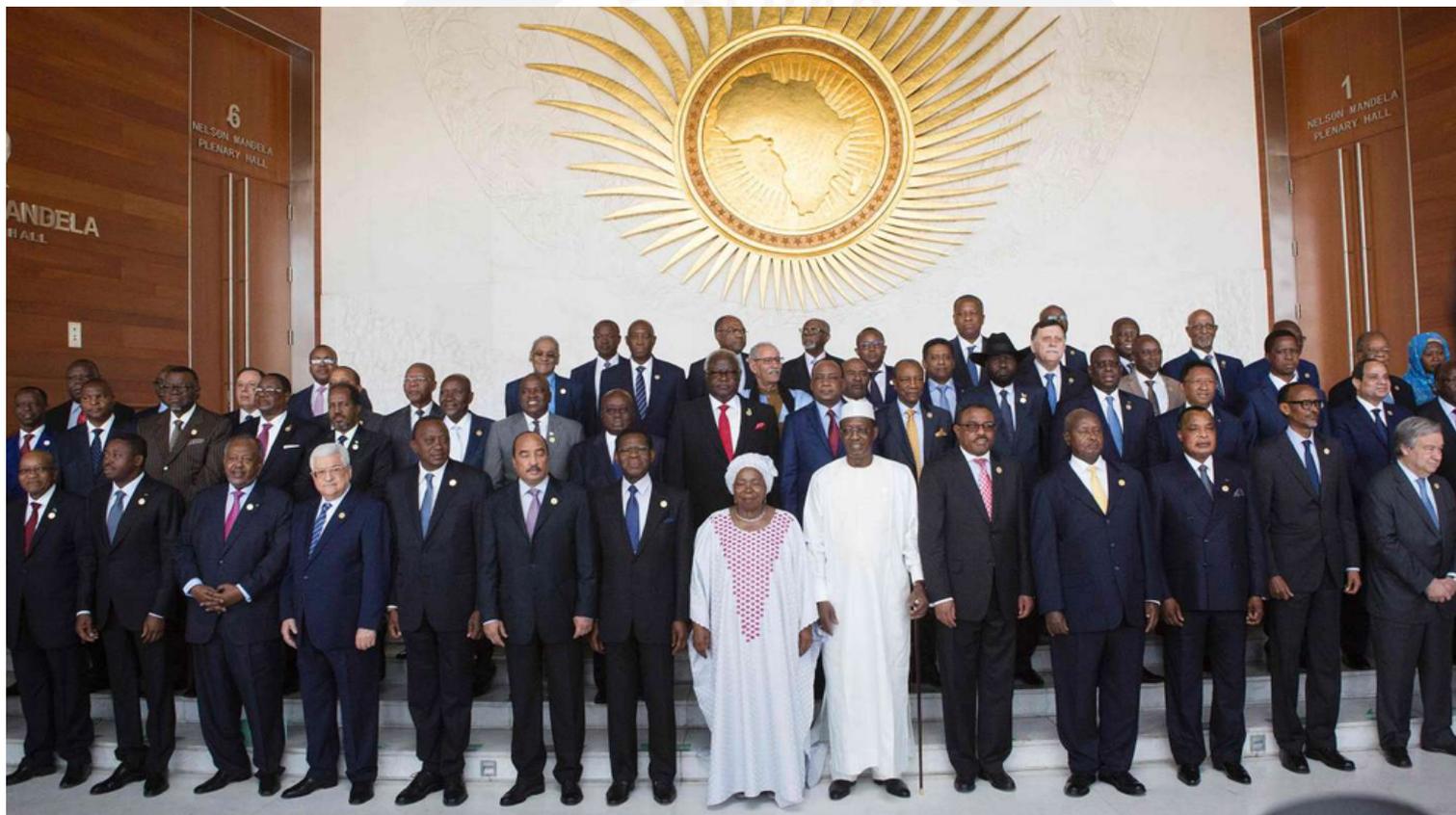


**MEDECINS
SANS FRONTIERES**

AFRIQUE

UN SOMMET DE TOUS LES POSSIBLES

C'est dans un contexte politique relativement tendu que s'est achevé, le dimanche 19 février dernier, le trente-sixième sommet de l'Union Africaine à Addis-Abeba, en Éthiopie. À cette occasion, la principale organisation inter-gouvernementale du continent africain, a réaffirmé sa politique de « tolérance zéro » à l'égard des changements de pouvoir non démocratiques. De fait, cela prolonge la suspension de plusieurs de ses membres, à savoir le Mali, le Burkina Faso, la Guinée et le Soudan. La question libyenne a également été évoquée alors que l'Union Africaine a pu rencontrer chacune des parties, lors de discussions préalables à ce sommet. Dans le prolongement de sa volonté de réconciliation des différents acteurs libyens, l'Union Africaine a réussi à obtenir la mise en place future d'une « conférence nationale », placée sous sa haute autorité.



La principale interrogation qui subsiste à l'issue de ce sommet réside dans la mise en place de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLEC). Évoqué depuis 2012, ce projet a depuis été adopté par l'ensemble des États membres à l'exception de l'Érythrée. Sa mise en place n'est cependant toujours pas effective, retardée par de nombreuses négociations en suspens, notamment autour de la question des droits de douane. Par l'ensemble des décisions prises à Addis-Abeba le week-end dernier, l'Union Africaine continue d'afficher une ferme volonté de coopération, seule véritable solution pour que ce continent puisse pleinement s'intégrer dans notre monde contemporain mondialisé. Malgré cette image de cohésion apparente, les régimes politiques africains restent très fragiles et sujets à de potentiels coups d'État.

Maxime DUPINET

AFRIQUE

LA CÔTE D'IVOIRE, ALLIÉE STRATÉGIQUE DE LA FRANCE EN AFRIQUE

Après le retrait des forces armées françaises du Mali et du Burkina Faso, l'État français réaffirme son partenariat militaire et sécuritaire avec un des principaux alliés de la France dans la région, la République de Côte-d'Ivoire. En effet, le 20 février dernier, le ministre français des Armées, Sébastien Lecornu, rencontre à Abidjan son homologue ivoirien, Téné Birahima Ouattara, ainsi que le président de la République de Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara. À l'issue de cette rencontre, l'État français a annoncé plusieurs mesures dans le cadre du partenariat entre les deux pays : la

diminution de la présence militaire française sur le pays (la France compte 950 militaires au sein des Forces françaises en Côte d'Ivoire (FFCI)), la formation des forces armées et des forces de sécurité de l'État ivoirien, ainsi que la vente d'équipements militaires pour les armées de terre et de l'air. Avec ce deuxième voyage du ministre français des Armées en 7 mois, l'État français souhaite réaffirmer sa place comme partenaire stratégique avec le continent africain, alors même que la guerre d'influence entre la Russie et la France continue de faire rage en Afrique.

Arnaud LECHENE



ESCALADE ENTRE LES DEUX CORÉES

Le samedi 19 février marque le plus bas des relations déjà belliqueuses, notamment depuis les incidents de 2006, entre les deux Corées. En effet, en moins de 48 heures, de nouveaux envois de missiles intercontinentaux de longue portée, Hwasong-15, depuis la région du Sukchan, au nord de Pyongyang, a suscité les effrois dans le bassin maritime japonais. Le dirigeant Kim Jung Un a déclaré dans la presse nationale KCNA que ces essais balistiques représentent la réponse à la hauteur des menaces inhérentes aux exercices militaires conjoints de Séoul et Washington. Cette démonstration de force, révélatrice de ses ambitions de dissuasion nucléaire (cela malgré la signature du TNP), enracine les suspicions entre les deux Corées, renvoyant toujours plus loin les horizons d'une possible entente. Plus encore, celui-ci appuie son discours en assurant que « *la fréquence d'utilisation du Pacifique comme champs de tirs dépend du caractère d'action des forces américaines* ».

Ainsi, son voisin sud-coréen, fort du parapluie de protection étasunien, s'est rallié à la demande du premier ministre japonais Fumio Kishida de réunir le Conseil de Sécurité des Nations Unies le mardi 21 février. Seront donc au programme la politique étrangère nord-coréenne, mais aussi la très relative sûreté de ces essais nucléaires concernant les conséquences environnementales et sanitaires. Ce rendez-vous d'urgence sera l'occasion pour les groupes de défense des droits de l'homme de mettre en cause les déclarations officielles de Pyongyang concernant la viabilité de leurs essais nucléaires, notamment dévoilant les études sur les contaminations radioactives sur ce territoire, menées par Lee Younghwan, directeur exécutif de l'agence sud-coréenne de sécurité alimentaire.

Léane Martin



CHINE : XI JIN PING RENFORCE SES LIENS AVEC MOSCOU

Depuis un peu moins d'une semaine maintenant, l'empire du milieu ne cesse d'inquiéter les puissances occidentales notamment avec ses déclarations en soutien à la Russie. En effet, dans le contexte de conflit russo-ukrainien qui dure depuis maintenant un an, Xi Jin Ping a publiquement réaffirmé son soutien à Vladimir Poutine dans ses projets de conquête de l'Ukraine.

Le 19 février, le secrétaire d'État américain Antony Blinken annonçait d'après les dires de son homologue chinois Wang Yi que la Chine souhaitait envoyer des armes à la Russie : « nous avons parlé de la guerre menée par la Russie et des inquiétudes que nous avons quant au fait que la Chine envisage de fournir un soutien légal à la Russie », a-t-il dit sur CBS. Des propos que les Américains prennent très au sérieux surtout dans une période de tensions plus que palpables avec l'Empire du milieu.



Par ailleurs il y a 4 semaines, le secrétaire général de l'ONU Jens Stoltenberg avait rencontré le premier ministre japonais Kishida Fumio pour parler de la situation critique et du rapprochement militaire entre les deux grandes puissances.

Les deux parties se sont mises d'accord pour renforcer l'alliance occidentale en réponse au rapprochement sino-russe. Kishida Fumio a déclaré : « Nous nous sommes accordés pour renforcer davantage notre coopération mutuelle afin de garantir l'ordre international ». La déclaration du secrétaire général de l'ONU fut tout aussi claire : « Ce qui se passe en Europe aujourd'hui pourrait arriver en Asie de l'Est demain. L'OTAN et le Japon doivent donc rester unis et fermes dans leurs positions au nom de la protection de la démocratie et de la liberté ».

Mais si ces propos ont tendance à inquiéter l'Occident, Vladimir Poutine, lui, s'en réjouit. En effet, depuis pratiquement 2 mois celui-ci espère pouvoir renforcer la coopération militaire sino-russe. Le fait que Xi Jin Ping affirme publiquement depuis un moment maintenant son soutien à Moscou est un facteur qui pourrait faire basculer le conflit.

Charly HURIER

LA JUNTE BIRMANE LÉGALISE LE PORT D'ARMES

La semaine dernière, le gouvernement birman, au pouvoir depuis le putsch il y a bientôt deux ans de cela, décide de légaliser le port d'armes. Les armes seront distribuées selon 5 catégories spécifiques, accompagnées de permis. Concrètement, la junte dans un prétexte de défense populaire, arme les Birmans étant « *loyaux envers la nation et de bonne moralité* », autrement dit les milices pro-gouvernementales. Cette décision reste mal vue par les opposants politiques souvent pro démocratiques écartés du pouvoir et entassés au sein des régions périphériques.

Ainsi, les citoyens en faisant la demande pourront obtenir des armes à poing, des fusils de chasse ou encore des fusils d'assaut ou des mitraillettes.

Cette décision se légalise dans un contexte historique houleux concernant l'accès aux armes pour les citoyens. En effet, déjà au cours de l'année 1977, le gouvernement militaire souhaitait instaurer le port d'armes. Il échoua et pour cause, la Birmanie traversait une période d'ouverture démocratique et de contestation sociale tumultueuse. Plus récemment, en 2013, avant le putsch et en démocratie, l'armée souhaitait instaurer le service militaire obligatoire à 18 ans. Sans succès, c'est en février 2023 que le gouvernement légalise l'accès aux armes et trouve le moyen de donner des armes aux citoyens.

Le pays déjà transpercé par les conflits internes souhaite revenir à une paix contrôlée par la junte. Il est toutefois possible que ces armes servent à commettre des atrocités envers les nombreuses ethnies présentes sur le sol birman comme la minorité musulmane, déjà discriminée.



AMÉRIQUES

LES ARMES LATINOAMÉRICAINES DANS LE VISEUR STRATÉGIQUE DE L'UKRAINE



Le 24 février 2022, le président russe Vladimir Poutine ordonnait l'invasion du territoire ukrainien. Un an après le début de ce très meurtrier conflit, les questions des flux d'armes reviennent sur la table, mettant l'Amérique latine au cœur des discussions.

Les pays latinoaméricains ne se sont pas explicitement positionnés sur le conflit, ne condamnant pas l'invasion belliqueuse russe sans pour autant prendre parti pour l'Ukraine. Or, en ce début de février 2023, le ministre ukrainien des affaires étrangères Dmytro Kuleba a concrétisé le changement de stratégie ukrainienne de chercher des alliés en Amérique du Sud. Au cours d'une visio-conférence, il a en effet appelé les pays latinoaméricains à collaborer avec l'Ukraine, notamment par le biais d'un soutien militaire.

Selon lui, « les pays latinoaméricains détiennent des armes soviétiques qui intéressent [les ukrainiens] ». Son principal argument : cela ne prendrait que peu de temps aux militaires ukrainiens pour maîtriser et donc déployer les arsenaux soviétiques/russes en provenance d'Amérique latine, car ils sont similaires aux armes déjà connues des militaires ukrainiens. La présence d'armes de fabrication soviétique dans les pays sudaméricains trouve ses origines dans les importations massives datant de la période de guerre froide. Par exemple, les flux d'armes de l'URSS vers le Pérou initiés sous le régime militaire péruvien d'Alvarado dans les années 1970 font aujourd'hui de ce pays le plus grand possesseur d'armes d'origine soviétique. D'autres pays en disposent aussi, à l'instar de l'Équateur, la Colombie ou encore l'Uruguay, qui stockent des véhicules blindés, des systèmes de roquettes et divers avions et hélicoptères. La demande d'équipement militaire émane également du voisin américain : en octobre, la générale Laura Richardson, cheffe du Commandement sud des États-Unis, avait déjà annoncé que le Pentagone tentait de convaincre plusieurs gouvernements latino-américains de « faire don » de matériel militaire au régime ukrainien.

Les pays latinoaméricains semblent pour l'instant défavorables à une cession de leur arsenal, préoccupés par la préservation de la paix. Le mandataire colombien Gustavo Petro a souligné que son pays « n'est du côté de personne, mais pour la paix » et qu'« aucune arme colombienne ne sera utilisée dans ce conflit ». De même, le chef de l'État mexicain Andrés López Obrador s'est prononcé à l'encontre d'un envoi d'armes vers l'Ukraine et défend la neutralité des pays qui ne sont pas impliqués dans le conflit. Les leaders progressistes encouragent davantage le dialogue entre les belligérants concernés plutôt qu'un recours à des armes étrangères. Les gouvernements de gauche, eux, comme le Venezuela ou le Nicaragua, dénoncent directement que ce sont l'expansion de l'OTAN et l'ingérence étatsunienne qui alimentent la guerre en Ukraine. Ces nombreuses sollicitations vers les arsenaux sudaméricains révèlent la véritable guerre par procuration que mènent les États-Unis et l'OTAN contre la Russie en Ukraine, et reflètent, de manière plus générale, les enjeux des alliances militaires en termes d'armement que sous-tendent les combats russo-ukrainiens.

Neary VONG

AMÉRIQUES

MUNICH SECURITY CONFERENCE : LA POSITION AMÉRICAINE

Chaque année, un forum consacré aux questions de sécurité internationale se tient à l'hôtel Bayerischer Hof dans la ville allemande de Munich. Cette année, la conférence qui s'est tenue du 17 au 19 février, a convié plus de 150 représentants intergouvernementaux venus des quatre coins du monde.

Les points majeurs abordés lors de la conférence furent sans surprise liés à la guerre en Ukraine qui comptera en février son premier anniversaire. De plus, c'est également la rivalité sino-américaine qui s'est invitée à la table des discussions. En effet, une importante délégation américaine, présidée par la présence de la vice-présidente américaine Kamala Harris et le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken, s'est fait remarquer lors de cette 59e édition. À contrario, aucun représentant russe n'a été convié pour la première fois de l'histoire de la conférence.

Dans ce contexte de guerre en Ukraine, les États-Unis ont souligné leur soutien au pays envahi par la Russie. La vice-présidente Kamala Harris a accusé pour la première fois la Russie d'avoir commis des crimes contre l'humanité lors de cette guerre et a alors appelé à la justice pour le peuple ukrainien. Le soutien américain à l'Ukraine a été une fois encore remis au premier plan avec cette déclaration renouvelant son soutien qui « *tiendra le temps qu'il faudra* ».



Concernant les tensions entre Pékin et Washington, cette conférence semble néanmoins affirmer que les canaux diplomatiques ne sont pas rompus entre les deux États malgré les récentes tensions liées à la crise des « ballons espions ». Bien que la Russie, la Chine et les États-Unis aient été au cœur des discussions de cette conférence, la présence de nombreux représentants des pays asiatiques, africains et latino-américains n'est pas à négliger.

En effet, la présence de délégations brésiliennes, colombiennes et mexicaines ont démontré l'engagement de l'entièreté du continent américain dans les enjeux de sécurité actuels et que les grandes puissances n'ont pas le monopole de la parole dans cette actualité sécuritaire tendue. Ainsi c'est dans ce contexte que les points de vue de ces moyennes puissances ont été les bienvenus. Au lendemain de la clôture de cette conférence de Munich, il ne reste plus qu'à savoir si cette conférence améliorera la sécurité mondiale.

Elena QUILLET

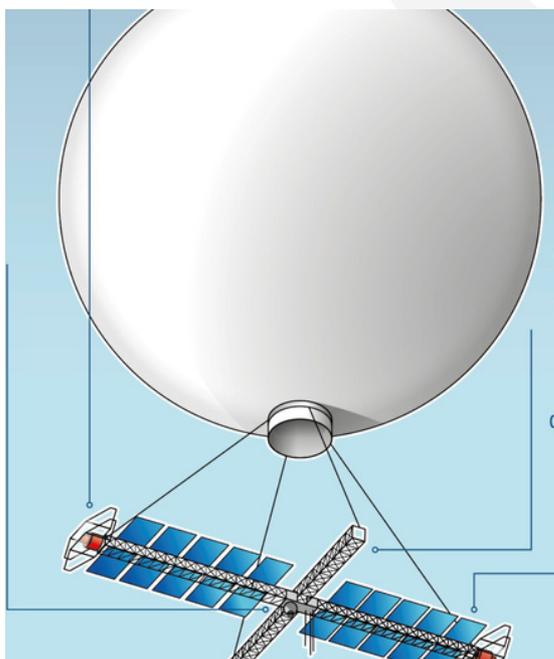
AMÉRIQUES

99 SPYBALLONS : DES RELATIONS TENDUES ENTRE WASHINGTON ET PÉKIN

Bien qu'ancienne, la technologie des ballons d'observation semble rester au cœur des opérations de recueil de renseignements, autant météorologiques que militaires. L'attention médiatique s'est posée ces dernières semaines sur le cas des ballons chinois survolant le territoire étatsunien, engendrant une mini-crise diplomatique entre Washington et Beijing, ainsi qu'une crise politique.

En effet, à la découverte d'un premier ballon survolant le Montana le 1er février, le Secrétaire d'État Antony Blinken a dû retarder sa visite à Beijing, une première pour l'administration Biden. Comment de tels ballons d'observations ont-ils pu réussir à violer l'espace aérien de la première puissance mondiale ? Pour le comprendre, il faut revenir à quelques bases de la sécurisation de l'espace aérien qui repose sur quatre phases : détection, reconnaissance, acquisition, destruction.

La première phase de détection peut être compliquée. En effet, la majorité des capteurs sont des systèmes optoélectroniques et RADARS qui peuvent avoir des difficultés à détecter des objets de relativement petites tailles, aux signatures réduites et par des matériaux absorbants. Il faut spécifier également qu'il est difficile d'envisager une surveillance complète et absolue de l'espace aérien nord-américain. En effet, cette doctrine serait dans un premier temps coûteuse et surtout perçue comme relativement dangereuse : « *à tout protéger on ne protège rien* ». Concernant la phase de reconnaissance, l'erreur humaine n'est pas à exclure, puisqu'un ballon d'observation n'est en principe pas une cible prioritaire en temps de paix. Concernant les deux dernières phases, la destruction doit se faire dans un environnement sécurisé. L'administration Biden a répondu à ses critiques par le fait qu'il aurait été dangereux pour les locaux de détruire immédiatement le ballon après sa reconnaissance.



Le 6 février, c'est-à-dire quelques jours après la détection du premier ballon au-dessus du sol américain, c'est un deuxième ballon survolant cette fois-ci d'Amérique latine qui a été officialisé par Pékin. Il a finalement détruit dans la nuit du 12 au 13 février.

La question de la sécurité des espaces aériens redevient donc centrale pour nombre de pays puisque si les airs de la plus grande puissance mondiale peuvent être soumis à ce genre d'exactions, c'est alors tous les pays du monde qui se retrouvent soudain menacés par la Chine. Mais la surprise vient avant tout de la réaction américaine perçue comme exagérée par certains observateurs, notamment chinois, questionnant donc les conséquences politiques et diplomatiques d'incidents à faible dangerosité.

Paul LALOUX

AÉROSPACE

L'AEROSPACE AFRICAN FORUM, LE 16 FÉVRIER 2023

Le 16 février dernier a eu lieu, à Casablanca au Maroc, l'Aerospace African Forum. Ce dernier est le rendez-vous majeur en Afrique des décideurs du monde de l'aéronautique, de la défense, de l'espace et des mobilités durables. C'est également l'évènement de référence pour échanger et partager des expériences liées au continent mais, plus largement, au monde de l'aérospatial.

Les objectifs du forum sont nombreux. Il s'agit, dans un premier temps, de construire un marché durable pour des thématiques mondiales. De fait, le Maroc est un territoire confluant au cœur d'un continent ambitieux, incarné par des experts reconnus internationalement dans leurs domaines d'expertise (industries, technologies...). Le forum leur permet de bénéficier d'outils majeurs pour se positionner sur leurs marchés, de mettre en perspective les idées nouvelles et les réalités inévitables.

Les thèmes abordés cette année étaient variés et concernaient notamment la souveraineté, l'environnement, l'après crise du Covid-19 ou la guerre. Étaient retrouvés en particulier : quels risques représentent la militarisation de l'espace ? Devrions-nous être effrayés d'une cyber-guerre ? Quel business model pour le transport aérien en Afrique ? Quelles opportunités spatiales pour les pays africains, etc.

De très nombreuses personnalités du monde de l'aérospatial étaient présentes comme Philippe Vallée, le directeur général adjoint Identité et Sécurité Numériques chez Thalès, Adefunke Adeyemi, la Secrétaire Générale de l'African Civil Aviation Commission, Jean-Paul Alary, le PDG de Safran Aircraft Engines, ou encore de nombreux dirigeants d'industries aéronautiques, de compagnies aériennes, ou bien des personnalités politiques comme Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères en France.



Faustine DORINET

ARMEMENT

LE CONSTAT D'UNE DÉGRADATION DU STOCK DE MUNITIONS DE L'ARMÉE FRANÇAISE

Alors que les opinions divisent l'hémicycle au sujet du soutien militaire à l'armée ukrainienne, le mercredi 15 février 2023, les députés Vincent Bru (MoDem) et Julien Rancoule (RN) ont présenté à la commission un rapport d'information sur les stocks de munitions de l'armée française. En effet, depuis la fin de la guerre froide, une baisse du budget de la Défense a été constatée, d'ue à la professionnalisation de nos armées et du renforcement économique de notre pays qui se matérialisent dans un contexte de paix. Une stabilisation s'est mise en place dans les années 2010, notamment à cause des attentats de 2015 et de la projection sur les théâtres d'opérations extérieures en Afrique et au Moyen-Orient, pour repartir à la hausse depuis quelques années à la vue des menaces géopolitiques auxquelles nous devons faire face. Cependant, si le budget de la défense augmente, cela ne va pas de pair avec les stocks de munitions, car sans stocks, une armée ne peut pas opérer correctement.

Les deux députés prennent comme exemple le cas où la France a été en manque de stocks de masques lors de la crise du Covid-19 qui montre l'importance d'avoir des stocks bien fournis pour faire face à des imprévus afin d'éviter la dépendance à d'autres puissances.

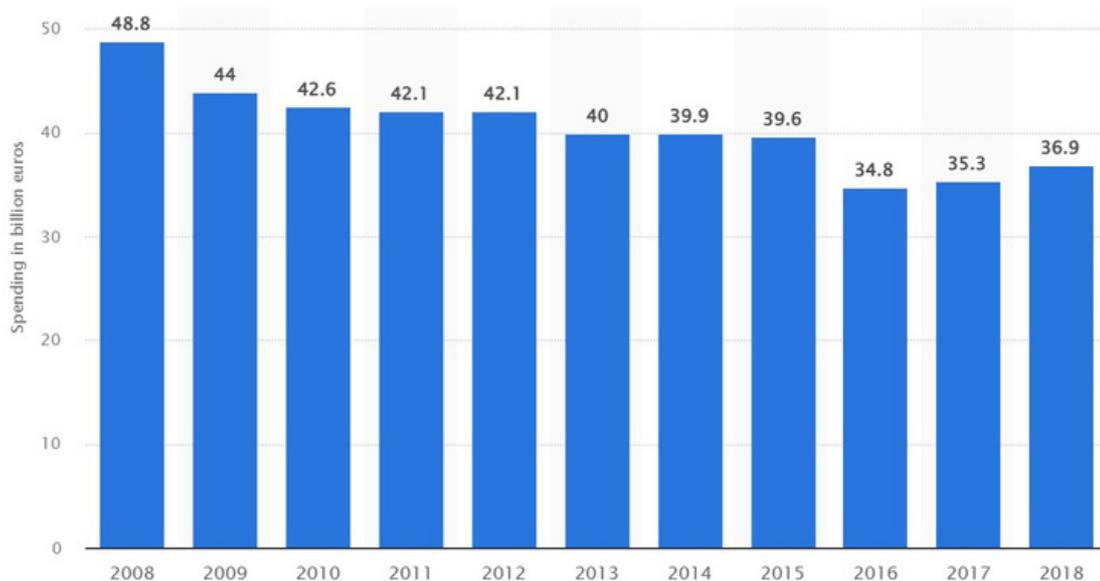


Enfin, le cas du conflit ukrainien et l'anticipation du retour d'un conflit de haute intensité remettent à penser le renforcement des stocks. Depuis le début du conflit, 18 canons Caesar, une quinzaine de canons tractés TRF1, des milliers d'obus, des missiles anti-char (Milan, Javelin) et des batteries de missiles sol-air (crotale) ont été fournis à l'armée ukrainienne. Stock qui devrait être reconstitué à moyen terme selon le ministère des Armées.

Même si les données de stocks de munitions sont confidentielles, le sénateur Christian Cambon a révélé que l'armée française ne tiendrait que quelques jours dans un conflit de haute intensité. En effet, les munitions se périment et certaines sont très chères. Par exemple, il faut compter 6 000 euros pour un missile Milan, ou bien 850 000 euros pour le missile air-sol Scalp. On va donc privilégier des armements moins onéreux pour d'éventuelles frappes et réduire leur utilisation à l'entraînement.

ARMEMENT

Depuis plusieurs années, la France a préféré investir dans la modernisation de son armée dans le cadre de l'OTAN ainsi que dans sa forte capacité de projection plutôt que d'alimenter son stock de munitions. Dans le projet de loi de finances 2023, la mission Défense enregistre un budget de 43,9 milliards d'euros, une augmentation historique de 7,4 %, qui va permettre d'investir la préparation de la Base industrielle et technologique de défense (BITD) à une économie de guerre, en dédiant 40 milliards d'euros aux commandes d'équipements et au renouvellement des stocks de munitions.



Le ministère des Armées est bien conscient de ces problèmes : le Colonel Lanni a rappelé que « *l'armée française est capable de remplir les missions qu'on lui donnera* ». Il ne faut pas oublier que l'armée française est dotée d'une dissuasion nucléaire et figure dans une importante coalition au sein de l'Alliance atlantique.



Le niveau préoccupant du stock de munitions alerte sur les capacités de notre armée et de notre industrie de défense, sujet qui est primordial de traiter au regard des pays qui intensifient leurs puissances militaires et du conflit qui ne cesse de s'éterniser sur le sol européen.

Loris CORNUAULT

SOURCES

• EUROPE

◦ **Fin officielle de l'opération sabre**

- Le Monde : Burkina Faso : le chef de la junte démis de ses fonctions, annoncent des militaires à la télévision – 30 septembre 2022
- IRNA : Le Burkina Faso met fin à la présence de la TF SABRE française – 20 février 2023
- France info : Burkina Faso : le gouvernement réclame le départ de l'armée française – 23 janvier 2023

◦ **Rapports parlementaires relatifs aux stocks de munitions de l'armée française**

- Assemblée nationale : Commission de la défense nationale et des forces armées
- Observ Algérie : Algérie, Tunisie, Maroc : Ce que dit le rapport de la commission de la défense au parlement français – 23 février 2022.
- Observateur continental : L'armée française n'a pas assez d'armes et de munitions – 16 mai 2022.

◦ **LPM 2024-2030 : Répondre aux enjeux de demain**

- Ministère des Armées : LPM 2024-2030 : 413 milliards d'euros pour « transformer » les armées – 22 janvier 2023.
- Vie-publique : Discours du 20 janvier 2023 d'Emmanuel Macron
- Ministère des Armées : Loi de programmation militaire 2019-2025

• MOYEN-ORIENT

◦ **Un séisme touche la Turquie et la Syrie**

- Le Monde YouTube : Après les séismes, quel avenir politique pour la Turquie d'Erdogan ? – 16/02/2023
- Ouest France : Séisme en Turquie : comment les opérations de secours et d'aide humanitaire s'organisent-elles ? – 07/02/2023
- France Info : Séismes en Turquie : pourquoi le président Erdogan est critiqué pour sa gestion de la catastrophe – 14/02/2023
- Le Monde : Le tremblement de terre en Turquie et en Syrie a fait 28.000 morts, un bilan qui pourrait « doubler ou plus », selon l'ONU – 12/02/2023

◦ **Amnisties en Iran : la chercheuse franco-iranienne Fariba Adelkhah libérée**

- Libération : Iran : la chercheuse franco-iranienne Fariba Adelkhah est sortie de prison – 10/02/2023
- France 24 : Manifestations en Iran : le pouvoir reconnaît pour la première fois l'ampleur de la répression – 05/02/2023
- Sud-Ouest : L'Iran amnistie des milliers de condamnés - 05/02/2023
- France 24 : Après la libération de Fariba Adelkhah, l'espoir des familles des Français détenus en Iran – 12/02/2023

◦ **Les relations entre la Chine et l'Iran dépendantes de l'ordre international**

- Courrier International : La Chine et l'Iran annoncent un « partenariat stratégique global » - 17/02/2023
- Le Monde : Xi Jinping effectuera une visite d'Etat en Iran – 16/02/2023
- Les Echos : L'Iran courtise la Chine – 14/02/2023

SOURCES

• AFRIQUE

- **Médecins sans frontières décide de stopper ses activités au Burkina Faso à la suite de la perte de deux membres de son équipe**
 - Le Monde : Burkina Faso : MSF suspend ses activités après la mort de deux employés dans une attaque 17/02/2023
 - MSF : MSF condamne l'assassinat brutal et délibéré de deux de ses employés au Burkina Faso 08/02/2023
 - Le Parisien : Burkina Faso : MSF suspend ses activités après la mort de deux employés dans une attaque 17/02/2023
- **Un sommet de tous les possibles**
 - RFI : Union africaine, le bilan et les décisions du 36e sommet de l'organisation 20/02/2023
 - France24 : Libye, zone de libre-échange, ce qu'il faut retenir du sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba 19/02/2023
 - Le Point : Union africaine, le sommet de tous les défis à Addis-Abeba 18/02/2023
 - Site de la Banque mondiale : The african continental free trade area
- **La Côte d'Ivoire, alliée stratégique de la France en Afrique**
 - Le Monde : "L'armée de Côte d'Ivoire n'a rien à voir aujourd'hui avec celle d'il y'a dix ans", estime Sébastien Lecornu 21/02/2023
 - RFI Côte d'Ivoire : Sébastien Lecornu évoque la "réarticulation de la présence militaire française 20/02/2023
 - Le Point : Côte d'Ivoire : la "réarticulation" de la présence militaire française enclenchée 21/02/2023

• ASIE

- **Escalade entre les deux Corées**
 - NY times : North corea fires powerful missile, using old playbook in a new world
 - Le Progrès : La Corée du Nord tire deux missiles et met en garde Washington et Séoul - 20/02/23
 - LeMonde : La Corée du Nord lance deux missiles à courte portée et menace de transformer le Pacifique en « champs de tir »
- **Chine : Xi Jin Ping renforce ses liens avec Moscou**
 - Nippon.com : Le Japon et l'OTAN s'inquiètent d'une possible coopération militaire entre la Russie et la Chine - 01/02/2023
 - Le Point : Le chef de l'Otan "de plus en plus inquiet" d'un possible soutien militaire de Pékin à Moscou - 21/02/23
 - Le Figaro : Guerre en Ukraine: Pékin réplique aux mises en garde de Washington sur la Russie - 19/02/23
- **La Junte birmane légalise le port d'armes**
 - Courrier international / Arsenal : La junte birmane va délivrer des permis de port d'armes aux citoyens "loyaux"
 - Analyse d'Alexandre Gandil, Birmanie : l'unité impossible ? - 2016
 - Gavroche : BIRMANIE EXPRESS – ACTUALITÉS : Que retenir de l'actualité birmane du 13 au 19 février ?

SOURCES

• AMÉRIQUES

◦ **Les armes latinoaméricaines dans le viseur stratégique de l'Ukraine**

- Le Pentagone exige de l'Amérique latine qu'elle livre des armes à l'Ukraine - *World Socialist Web Site* (wsws.org)
- Latinoamérica se niega a enviar armas a Ucrania (pressenza.com)
- Ucrania llama a América Latina a "dejar la neutralidad y elegir el lado correcto de la historia" - Noticias de Uruguay y el mundo actualizadas - *EL PAÍS Uruguay* (elpais.com.uy)

◦ **Munich security conference: La position américaine**

- Trichot, L. (2023, 17 février). La conférence de Munich s'ouvre sur fond de guerre en Ukraine. www.20minutes.fr.
- MSC 2023. (s. d.). Munich Security Conference. <https://securityconference.org/msc-2023/>
- Afp, L. P. A. (2023, 18 février). Guerre en Ukraine : Kamala Harris dénonce les « crimes contre l'humanité » commis par la Russie. leparisien.fr

◦ **99 SPYballons : des relations tendus entre Washington et Pékin**

- R. Hill. P.Stewart. J.Mason. "U.S. fighter jet shoots down suspected Chinese spy balloon », *Reuters*. 6 février 2023
- J.Hudson. E.Nakashima. D.Lamothe. "U.S. declassifies balloon intelligence, calls out China for spying », *Washington Post*. 9 février 2023
- C.Cadell. J.Hudson. Y.Abutaleb. "Blinken postpones China trip as suspected spy balloon detected over U.S », *Washington Post*. 3 février 2023

• AÉROSPACE

◦ **L'Aerospace African forum, le 16 février 2023**

- Aerospace African Forum - Casablanca - 16 February 2023 (aerospace-african-forum.com)

• ARMEMENT

◦ **Le constat d'une dégradation du stock de munitions de l'armée française**

- Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement, par la commission de la défense nationale et des forces armées en conclusion des travaux d'une mission flash, constituée le 18 octobre 2022 sur les stocks de munitions (M. Vincent Bru et M. Julien Rancoule) (assemblee-nationale.fr)
- Munitions : les stocks français jugés «préoccupants» (lefigaro.fr), Nicolas Barotte, 15 février 2023
- L'armée française manque de munitions pour la haute intensité (lemonde.fr), Cédric Pietralunga, 18 février 2023



SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

